Démographie et développement

Partage international nº 81 – Mai 1995

Interview de Dr Nafis Sadik

par Monte Leach

La Conférence du Caire sur la population et le développement, à laquelle ont participé en septembre dernier des représentants de 179 pays, fut une réunion internationale des plus marquantes. Le Dr. Nafis Sadik fut la principale animatrice de la conférence. Elle est maintenant chargée d'assurer l'exécution concrète des engagements pris au Caire. Monte Leach l'a interviewée pour Partage international.

Partage international. *Quelle est selon vous, la signification à long terme de la Conférence du Caire ?*
Dr. Nafis Sadik. Alors que l'attention des médias s'est surtout portée sur l'avortement, la plus grande partie du monde en voie de développement a vu dans cette conférence une nouvelle approche des problèmes de population, allant bien au-delà du simple planning familial. Les problèmes démographiques font partie du développement. Ce concept est maintenant de plus en plus largement accepté par les pays en voie de développement. En outre, il est apparu clairement que le sexe des enfants joue un rôle important, non seulement en matière démographique, mais également en matière de développement en général. Toutes les décisions prises au Caire étaient justes, et je suis heureuse de dire que de nombreux pays sont en train de mettre ces décisions en pratique.
Le Brésil en est un bon exemple. Bien que ce pays n'ait jamais eu de politique sociale sur le plan national, il est maintenant l'un des plus engagés dans ce Programme d'action. Il va créer une commission ou un conseil pour les questions de population, afin de les intégrer dans une politique de développement comprenant les questions de sexe, d'éducation, de disparité dans l'éducation, de santé et de pauvreté. Le gouvernement a également reconnu la nécessité d'impliquer dans ses efforts toutes les couches de la société. Le Brésil offre l'exemple typique du pays catholique qui, au sein de l'ONU, a toujours lutté contre l'idée d'un programme social et qui, à présent, agit tout différemment.
Il y a en Afrique et ailleurs de nombreux autres pays qui vont dans le même sens. L'Ethiopie a mis sur pied un cabinet national chargé de discuter de cette question. Le Bénin, le Cameroun, la Tanzanie et le Pakistan ont également pris des mesures positives.

PI. *Vous indiquez que cette conférence a orienté le débat sur la population et le développement.*
NS. Oui, depuis un sujet très précis tel que la fécondité et le planning familial jusqu'à une approche plus vaste, plus holistique. Les programmes qui ont réussi ont eu de multiples effets secondaires positifs. Les gouvernements sont en train de le reconnaître. Ce n'est pas comme s'il fallait s'occuper soit de contrôle de la population, soit de développement. Ils commencent à réaliser que les programmes sociaux font partie des programmes de développement, tout comme les programmes de santé et d'éducation. Lorsqu'un éventail de programmes est en place, cela accroît les options possibles pour les individus, ce qui est important si un pays veut progresser.

Faire face aux besoins individuels

PI. *Quels points du Programme d'action du Caire considérez-vous comme les plus importants ?*
NS. Un aspect très important est que le dialogue s'est écarté de l'approche purement chiffrée et des politiques imposées par le sommet, pour tenir compte des besoins des populations et essayer d'y répondre. Les programmes qui ont réussi n'imposaient ni buts ni quotas. Ils répondaient aux besoins, apportant l'information et l'éducation, et ont engendré une compréhension de la nécessité d'espacer les naissances, de ne pas avoir d'enfants trop tôt, etc. Ils ont également apporté des services de planning familial dans les meilleures conditions possibles. Ceci constitue la principale différence avec le passé, et représente une très forte incitation à s'éloigner d'une approche purement démographique.

PI. *Les débats, auparavant, étaient orientés sur le fait que la femme devait avoir un certain nombre d'enfants.*
NS. Les études démontrent que la demande de planning familial est beaucoup plus importante que l'offre de services existants. Si nous nous étions attachés à répondre à la demande, nous serions parvenus à un niveau démographique beaucoup plus satisfaisant qu'il ne l'est actuellement. Les pays qui ont tenté d'imposer une limite n'ont pas vraiment réussi. Les femmes qui désirent limiter le nombre de leurs enfants ou espacer les naissances ne sont pas toujours en mesure de le faire, car les décisions sont

prises par les maris, les familles, ou par la pression sociale (par exemple à l'égard des naissances de garçons). Toutes sortes de pressions s'exercent afin d'accroître le nombre des naissances. Le fait de répondre à la demande individuelle implique la création d'un environnement dans lequel la femme puisse prendre ses propres décisions plus ouvertement et en tenant compte de ce qu'elle souhaite et désire personnellement.

PI. *Si bien que les objectifs fixés par le Plan d'action ne comportent pas de chiffres démographiques spécifiques ?*
NS. En effet. Il n'y a pas d'objectif démographique. Cela signifie que si nous appliquons le programme, la population mondiale sera beaucoup moins importante que ce que prévoient aujourd'hui les médias. Nous pouvons affirmer que de nombreux pays au cours des deux dernières décennies, sans s'être fixé d'objectifs démographiques spécifiques, ont atteint un taux de fécondité assurant la relève des générations, ou qu'ils s'en approchent. Les pays qui ont tenté de fixer une limite ou qui ont des programmes de planning familial indépendants des programmes de développement n'ont par contre guère obtenu de résultats satisfaisants.

Les modèles de consommation

PI. *Un autre aspect de la conférence a porté sur la réduction de la pauvreté, en relation avec les modèles de consommation de l'Occident. Pouvez-vous nous en parler ?*
NS. Le Programme d'action de la conférence s'adressait à tous les pays du monde, développés ou en voie de développement. La responsabilité des pays industrialisés en matière de population est également reconnue. Ces pays ne peuvent réduire leur taux de fécondité, car il est déjà extrêmement bas. Mais ils connaissent des problèmes spécifiques tels que les grossesses précoces et le comportement des adolescents face à la sexualité et à la santé. C'est là qu'ils doivent intervenir. Ils doivent aussi s'occuper des problèmes de niveau de consommation, de styles de vie, et d'utilisation des ressources, qui sont disproportionnés par rapport au nombre d'habitants. Ils en acceptent le principe.

PI. *Les pays industrialisés ont-ils admis qu'ils consomment trop et qu'ils devraient réduire leur consommation ?*
NS. Ils l'admettent, et reconnaissent qu'ils doivent faire quelque chose. Mais les mesures à prendre ne sont pas encore clairement définies. Tout comme pour les pays en voie de développement, nous verrons se produire des changements de comportement et des prises de responsabilité de la part des gouvernements qui doivent répondre à la demande des populations. Les pays industrialisés doivent également éduquer et informer leurs populations, et les citoyens doivent participer aux décisions en matière de limitation de la consommation des ressources. Les décisions ne peuvent pas être simplement imposées à la société. Un Américain produit 50 fois plus de déchets qu'un Indien. Aux Etats-Unis, l'utilisation de carburant est environ 25 fois plus élevée qu'ailleurs, et 25 % des ressources mondiales en carburant sont consommées aux Etats-Unis.
Une autre question qui doit être débattue dans les sociétés industrialisées concerne le fait que nous faisons tous partie d'une communauté globale. De nombreux pays industrialisés estiment qu'ils peuvent ériger un mur tout autour d'eux et continuer à vivre indéfiniment comme ils le font actuellement. Notre monde est très interdépendant et toute nation doit se préoccuper de ce qui se passe dans les autres parties du globe. Des guerres civiles ou une société instable en Afrique affecteront tôt ou tard le reste du monde.

PI. *Par quel moyen pensez-vous maintenir l'élan donné par la conférence du Caire ?*
NS. Cet élan existe toujours et suscite encore de l'énergie et de l'intérêt dans tous les pays. L'intérêt se maintiendra si les pays en voie de développement constatent qu'en accordant la priorité absolue aux programmes sociaux, ils recevront davantage d'aide de l'extérieur. Je ne pense pas qu'ils le fassent uniquement pour recevoir davantage d'aide, mais s'ils ne devaient plus recevoir cette aide, cela entraînerait un recul. Les pays africains surtout devraient être aidés. Il est important de prouver que des pays pauvres peuvent être amenés, avec de l'aide extérieure, à un certain niveau de développement social, s'ils en ont la volonté.

PI. *Ceci soulève la question du suivi de l'aide extérieure.*
NS. Les Etats-Unis ont joué un rôle majeur en incitant les autres pays donateurs à adhérer aux besoins exposés dans le Programme d'action de la conférence. C'est grâce à eux que le Japon a annoncé une aide de trois milliards de dollars sur sept ans. Les Allemands ont également déclaré qu'ils augmenteraient leur contribution. Je pense que les pays européens sont heureux de la direction prise par les Etats-Unis dans ce domaine. J'espère sincèrement que cette direction sera maintenue.

PI. *Quels sont les engagements des Etats-Unis ?*
NS. Ils ont déclaré qu'ils augmenteraient leur contribution et, de façon informelle, qu'ils tâcheraient d'atteindre le milliard de dollars en faveur des programmes sociaux d'ici à l'an 2000.

J’ignore ce qu’ils vont prévoir dans leur prochain budget, car ils subissent de fortes pressions de la part du nouveau Congrès. J’espère que l’administration américaine maintiendra sa position.

Auteur : Monte Leach, journaliste radio indépendant et éditeur de la revue Share International pour les Etats-Unis, il réside à San Francisco.
Thématiques : Société
Rubrique : Entretien